

D 894 NICARAGUA: L'EXPULSION DU P. MERINO

Affaire relativement ancienne, puisque datant du 13 mai 1983, l'expulsion du P. Timoteo Merino, dominicain espagnol installé au Nicaragua depuis 1976, est le premier cas de conflit politico-religieux porté au plan juridique. Il est aussi l'illustration tragique des divisions entre catholiques sur le thème de l'"Eglise populaire", condamnée par le pape lors de sa fameuse étape de Managua (cf. DIAL D 843 et 848). En effet, favorable au mouvement charismatique de Managua, le P. Merino est entré en conflit avec le groupe des délégués de la Parole, mouvement d'Eglise essentiellement actif dans les milieux paysans. Accusés par le curé de La Azucena de faire partie de l'"Eglise populaire", ils ont été exclus du travail pastoral dans le secteur. Le malheur a voulu que onze d'entre eux soient, le 11 mai, attaqués par des commandos d'Eden Pastora, torturés puis égorgés. C'est dans ce contexte que le P. Merino a été, deux jours plus tard, expulsé du Nicaragua. Le malheur a aussi voulu que, le 19 juillet suivant, quatre personnes des communautés du P. Merino soient à leur tour exécutées à San Miguelito par des sandinistes. Etrangement l'affaire de l'expulsion du P. Merino n'a pas eu les répercussions qu'on aurait pu attendre dans les milieux catholiques opposés au régime. Ci-dessous, quelques éléments d'information et d'analyse.

Note DIAL

1- Déclarations du P. Merino (extraits de "Vida Nueva", Madrid, du 4/6/83)

Je suis arrivé au Nicaragua en mai 1976 et je me suis installé au nord du département de Rio San Juan, dans une communauté d'évangélisation des paysans organisée par le P. Angel Garcia. (...) Quand j'ai vu que, dans le sud du département, d'autres communautés chrétiennes se formaient grâce à l'initiative de laïcs paysans et qu'il n'y avait aucun prêtre pour aider et animer ces communautés, j'ai décidé, en accord avec l'évêque, d'aller m'installer dans le sud. Avec l'aide des paysans et six autres personnes de la région qui voulaient vivre avec moi, nous sommes allés habiter dans une modeste maison d'El Limón, à douze kilomètres à l'est de La Azucena (500 habitants), dans la commune de San Carlos.

(...) L'évêque me charge alors de m'occuper aussi de San Carlos, chef-lieu du département, qui était sans prêtre. De sorte que je m'occupais de toutes les communautés catholiques qui se formaient dans la commune de San

Carlos et dans celle d'El Castillo. Dernièrement, il y avait une quarantaine de communautés rurales en fonctionnement, en plus des quarante-cinq dont s'occupait le P. Angel Garcia dans le nord et le centre du département. Cela voulait dire que, dans le département de Rio San Juan, il existait une base populaire relativement "indépendante", capable d'avoir une certaine attitude critique face à quelques impositions du régime sandiniste. Il est évident que cela constituait une sérieuse concurrence pour les sandinistes et que cela ne leur plaisait guère. En effet il n'existait dans tout le département aucune autre organisation qui ne fut strictement gouvernementale, si ce n'est la nôtre (et à un degré moindre celle de certaines sectes protestantes).

(...) En janvier 1981, une session est organisée dans la région par un groupe du nord (Chinandega et León) aligné sur ce qui sera appelé plus tard "l'Eglise populaire". Il ne se passa rien de particulier. Mais les gens de ce groupe insistèrent pour continuer ce travail et bien que nous n'ayons pas tout apprécié, nous avons accepté une deuxième session. C'est à ce moment là qu'ont été dévoilés et proposés quelques contenus très politisés (en interprétant la Bible avec une grille de lecture marxiste) et qu'ils ont descendu les évêques.

Dans la foulée, une quinzaine de personnes de la coordination des communautés pour les trois secteurs de la paroisse ont décidé qu'il ne convenait pas de continuer à travailler avec ces groupes. La décision fut prise de ne pas poursuivre la collaboration et elles le firent savoir. Pour nous, il était clair que leur ligne pastorale d'"Eglise populaire" non seulement comportait une interprétation marxiste de l'Evangile et une soumission de l'Eglise aux intérêts d'un parti politique, mais qu'elle allait aussi avoir pour conséquence une terrible division interne dans nos communautés, chose qui se produisait dans d'autres régions du Nicaragua. Cette tentative d'infiltration de "l'Eglise populaire" dans notre secteur a été menée par des gens venus de groupes de Managua et du "Bloc intercommunautaire pour un bien-être chrétien" (du nord-ouest du Nicaragua) lié étroitement au CEPA. La dernière fois qu'ils sont venus me trouver pour que je les laisse travailler dans ma paroisse a été le 26 mars 1983 (1). On sait qu'ils étaient en lien avec la Sûreté de l'Etat, raison pour laquelle, en plus de mon refus d'accéder à leur demande, il était très clair à cette date que, pour les dirigeants sandinistes, je n'étais pas follement amoureux du marxisme ni non plus aligné sur "l'Eglise populaire" (Ils s'intitulent "Eglise des pauvres", mais nos communautés sont aussi pauvres que les leurs).

(...) Pour toutes ces raisons, les dirigeants sandinistes sont arrivés à la conclusion que ma présence sur place n'était plus opportune, d'autant plus qu'il s'agit d'une région frontalière, et ils ont élaboré un plan pour m'en faire partir. Depuis un certain temps ils surveillaient de très près mes paroles et mes allées et venues, surveillance qui était élargie à mes collaborateurs (...).

---

(1) C'est en avril 1983 qu'ont commencé les opérations armées du groupe d'Eden Pastora dans ce secteur. Le 15 avril, le secrétaire politique de Rio San Juan lance les premières critiques publiques contre les communautés du P. Merino (NdT).

2- Déclaration des dominicains du Nicaragua (23 juin 1983)

DÉCLARATION DE LA COMMISSION JUSTICE ET PAIX  
DES DOMINICAINS DU NICARAGUA  
SUR L'EXPULSION DU P. TIMOTEO MERINO

Le 23 juin 1983

Chers frères,

En raison des déclarations du Père Timoteo Merino Martín faites à la revue "Vida Nueva" et à d'autres médias parlés et écrits d'Espagne, la Commission justice et paix des dominicains du Nicaragua, se faisant l'écho des frères qui travaillent dans le pays et des conseillers du Vicariat centroméricain, tient à rendre publique cette information détaillée sur les faits concernant l'expulsion de notre frère. Nous sommes uniquement poussés par la fidélité à la vérité et, surtout, par le respect du peuple nicaraguayen qui a scellé son histoire avec le témoignage de cinquante mille martyrs et l'héroïsme de milliers de jeunes qui continuent aujourd'hui de défendre la paix et la dignité de leur peuple avec vaillance et courage. Seul un peuple décidé à combattre pour sa dignité et avec une profonde mystique révolutionnaire peut le faire.

C'est la vie de milliers de paysans humbles et travailleurs qui est menacée aux frontières du Nicaragua par les bandes contre-révolutionnaires qui opèrent dans le pays, avec le soutien de Honduras et des Etats-Unis. Les mêmes qui avaient vu naître un avenir d'espoir après le triomphe révolutionnaire du 19 juillet 1979, sont aujourd'hui menacés par des anciens gardes somozistes bien armés par les Etats-Unis et qui envahissent le pays en dépouillant les paysans de leurs terres, de leurs coopératives commençantes, des centres de formation populaire que le processus est en train de créer dans tous les points du pays.

C'est au nom des onze paysans de la communauté de La Azucena où travaillait le P. Timoteo, massacrés par les bandes contre-révolutionnaires d'Eden Pastora; c'est au nom des milliers de paysans de Jalapa chassés de leurs maisons et de leurs lieux de travail par les opérations des bandes du Nord avec le soutien du gouvernement hondurien; c'est au nom du respect de la vie de tous ces frères et de la dignité du peuple nicaraguayen, que nous tenons à mettre entre vos mains ce rapport sur le "cas" du P. Timoteo Merino expulsé du Nicaragua.

Nous sommes convaincus que ce "cas", comme tant d'autres, peut être mal interprété et manipulé par des intérêts politiques qui ne favorisent en rien la promotion de la dignité du peuple nicaraguayen. Le sentiment religieux, les symboles chrétiens ainsi que certains pasteurs et prêtres du Nicaragua sont utilisés à des fins clairement politiques contre le processus.

C'est pourquoi nous tenons à offrir ces données pour un jugement plus objectif du cas de notre frère. Nous ne voudrions pas que ce "cas" fût manipulé à l'encontre du peuple, en raison du respect et de l'admiration que méritent à nos yeux la majorité des Nicaraguayens, les jeunes, les mères de tant de martyrs, dans leur force et leur générosité.

Fraternellement.

Frère Rolando Ugalde Murillo

## 1- Description des faits

1.1- Le 13 mai dernier était expulsé du Nicaragua par le gouvernement le P. Timoteo Merino Martín, sous l'accusation d'avoir contrevenu aux dispositions de l'article 4 de la loi sur les droits et garanties des Nicaraguayens. L'article stipule que les étrangers ne peuvent intervenir dans les affaires politiques du pays. Le gouvernement affirme avoir des preuves concrètes prouvant la participation du prêtre, citoyen espagnol, à des activités contre-révolutionnaires sous couvert de son statut de curé de La Azucena, commune de San Carlos, dans le département de Rio San Juan.

1.2- Après la publication dans la presse locale de cette accusation, les dominicains de Managua et la CONFER (Conférence des religieux) cherchent à entrer en contact avec le P. Timoteo et à intercéder sur son cas auprès du gouvernement. Plusieurs rencontres ont lieu, pour une analyse de la situation, avec le chargé des affaires religieuses du Front sandiniste. L'attitude des fonctionnaires gouvernementaux est au dialogue avec les prêtres. Ils veulent éviter le conflit. Ils apportent de lourdes preuves sur les activités contre-révolutionnaires du P. Timoteo dans la région. Ils souhaitent que le prêtre quitte le pays de sa propre volonté. Quand il se livre finalement de lui-même et qu'il est mis au secret avant son embarquement dans l'avion, il est bien traité, ainsi qu'il l'affirme lui-même.

1.3- Des responsables de la CONFER, surpris des accusations lancées publiquement contre le P. Timoteo, et sur la demande de ce dernier, cherchent à régler le problème par le dialogue avec les prêtres de Managua et avec Timoteo.

1.4- Pendant ce temps, le reste de l'Eglise semble indifférent à l'affaire. Il n'y a qu'un communiqué de solidarité publié par les prêtres de Chontales dans la presse costaricaine.

1.5- L'attitude du P. Timoteo, dans les jours qui précèdent son expulsion, consiste à défendre le caractère "apolitique" de son travail, à nier les accusations, à vouloir connaître les noms de ceux qui l'ont accusé. C'est ce qu'il répète dans un communiqué envoyé le 24 avril aux communautés, à partir de Managua où il réside depuis le 4 de ce même mois. Il y affirme que sa mission dans la région a été d'évangélisation et qu'elle est "apolitique"; il déclare qu'il n'est pas sympathisant de la révolution mais qu'il n'est pas non plus en lien avec la "contra". Il n'accepte pas la proposition de la CONFER d'écrire une lettre ouverte dénonçant les agressions armées dont les communautés de sa région sont victimes de la part des bandes contre-révolutionnaires opérant à partir du Costa-Rica. Il veut rester dans le pays et retourner dans sa région après qu'auront cessé les conflits provoqués par la contre-révolution armée qui opère à cet endroit.

1.6- Par ailleurs, au Costa Rica, des informations sont obtenues directement de personnes très proches des plus hauts dirigeants du mouvement contre-révolutionnaires d'Eden Pastora. Ces personnes confirment que Timoteo sera expulsé. "Il est un des nôtres": telles sont les paroles d'un haut dirigeant de la contre-révolution. Ces personnes promettent de procéder à une enquête sur les lieux où était Timoteo, avec frais payés "par la cause". Des groupes contre-révolutionnaires de ce pays s'organisent en commissions pour accueillir le prêtre à l'aéroport, au cas où il soit expulsé vers le Costa Rica.

1.7- La radio clandestine contre-révolutionnaire "15 de Septiembre" annonce, quelques jours avant le retrait de son visa permanent, que le prêtre

fait partie de ses rangs. Timoteo le démentira dans sa lettre envoyée au P. Rafael Marnia dans laquelle il explique que la radio a parlé de son cas d'une façon parfaitement exagérée et fausse.

1.8- Le 8 juin, au moment de la réunion du clergé de Managua, Mgr Bosco a distribué un document intitulé "Par manière de testament" et signé du P. Timoteo, dans lequel il est lancé de graves accusations contre le Front sandiniste et contre les chrétiens révolutionnaires qu'il qualifie d'"Eglise populaire". Il semble que le document a été rédigé une fois la décision de l'expulsion du pays confirmée par le gouvernement.

## 2- Eléments d'analyse

2.1- Le P. Timoteo était au Nicaragua depuis 1976, avant la guerre de libération nationale victorieuse en 1979. Dominicain détaché de la province de Rosario, il était venu au Nicaragua, avec un contrat avec la prélatrice de Juigalpa, en restant sous ce statut et dans les tâches fixées par l'évêque jusqu'à une époque récente. Son travail était essentiellement auprès des paysans dans la région en question. L'an passé il commence à parler de son possible rattachement à l'Ordre dominicain d'Amérique centrale, demande qu'il concrétise à la fin de l'année. Bien qu'effectivement réintégré juridiquement, il continue en pratique sous la juridiction de Mgr Vega durant les deux années qui suivent. Ses rapports avec les dominicains du Nicaragua n'ont pas été au-delà; il n'a jamais participé aux rencontres de la famille dominicaine, mais rendait souvent visite à d'autres communautés religieuses de Managua.

2.2- Les conflits avec Timoteo éclatent, dans la pastorale rurale, avec les délégués de la Parole (2). Depuis un an environ des heurts et des conflits avaient surgi avec d'autres groupes de délégués de la Parole. Cette organisation pastorale est originaire de Chinandega, dans le nord-ouest du pays. Le manque de terres et de moyens pour le travail de la terre a fait que de nombreuses familles de cette région ont émigré en direction du département de Rio San Juan, à la recherche de terres pour subsister. Ces familles transplantent là leur travail pastoral, en coordination avec leurs compagnons du nord-ouest. Le P. Timoteo s'y intègre et travaille avec eux. En décembre de l'année dernière, un désaccord se produit entre les délégués de la Parole et un nouveau projet pastoral présenté par Timoteo et des groupes charismatiques venus de Chinandega et de Managua. Le prêtre finit par expulser les groupes pastoraux et ecclésiaux des délégués de la Parole, sous l'accusation d'appartenir à des organisations révolutionnaires qui feraient partie de l'"Eglise populaire"... une terminologie étrangère au langage paysan et aux mouvements chrétiens révolutionnaires du Nicaragua. A plusieurs reprises, le dialogue est recherché avec le P. Timoteo, mais sans que cela débouche sur une explication sur l'affaire et sur son attitude.

2.3- Il est essentiel de tenir compte de quelques éléments géographiques, sociaux et de stratégie militaire dans la région où a travaillé le P. Timoteo:

- Le département de Rio San Juan est une zone montagneuse et isolée de la région sud-est du pays, voisine du Costa Rica, du côté du "déversoir" du Lac de Nicaragua. Les communications avec le reste du pays sont très mauvaises. Elles sont plus faciles avec le Costa Rica, avec lequel il a des échanges commerciaux et dont il reçoit les influences. Bien des gens y sont venus autrefois à la recherche de terres. La révolution n'est pas passée par là

---

(2) Laïcs paysans chargés de responsabilités catéchétiques et liturgiques dans les villages (NdT).

pendant la guerre de libération et, maintenant encore, elle n'a pas implanté de grands projets de développement. Les gens sont indifférents et idéologiquement en retard. Ils n'ont pas connu l'insurrection, et la révolution est arrivée "par décret". Ils sont donc un point fort de l'influence contre-révolutionnaire et de son opération de déstabilisation.

- C'est une zone stratégique pour la contre-révolution et c'est là qu'opèrent les bandes d'Eden Pastora à partir du Costa Rica.

- Dans le secteur de travail pastoral du P. Timoteo, il n'y avait pas eu d'activités contre-révolutionnaires ouvertes jusqu'en mars. La présence de groupes d'Eden Pastora puis les déclarations de Reagan sur le Nicaragua (mars 1983) favorisent les activités de la "contra" telles que transports d'armes, opérations armées, etc. Dans les communautés les conflits atteignent un point haut quand, deux jours avant l'expulsion de Timoteo, lequel se trouvait déjà à Managua, onze paysans de la communauté de La Azucena sont égorgés après avoir été torturés et mutilés (l'un d'eux a eu les yeux arrachés). Tous ces paysans étaient membres des groupes d'Eglise expulsés par le P. Timoteo sous prétexte qu'ils participaient au processus révolutionnaire et étaient en coordination avec les autres délégués de la Parole du pays.

2.4- Dans ce contexte, conformément aux informations reçues et rassemblées ici, nous voyons clairement apparaître le lien entre les activités pastorales du P. Timoteo et le mécontentement du gouvernement, à savoir:

- Les reproches à son encontre ne concernaient pas ses activités pastorales antérieures à décembre 1972. Son travail était considéré comme très positif dans le domaine de la promotion humaine et de l'animation communautaire.

- Son attitude change quand Eden Pastora lance ses actions contre-révolutionnaires dans le secteur. Dans son texte distribué lors de la réunion du clergé, le P. Timoteo fait des accusations très dures contre le gouvernement, lesquelles coïncident avec celles d'Eden Pastora. Les paysans affirment avoir entendu ces mêmes accusations dans la bouche du prêtre lors de ses homélies.

- Le départ sur son injonction des groupes pastoraux des délégués de la Parole, et leur remplacement par des personnes de milieux aisés de Chinandega et de Managua, revêtent une grande signification politique, tout comme les détails tels que les réunions avec les familles aisées du mouvement charismatique de Managua, aux positions clairement contre-révolutionnaires. Les accusations qu'il lance contre le processus dans son dernier communiqué, et surtout l'identification qu'il fait entre les chrétiens engagés dans le processus et l'"Eglise populaire", une expression étrangère aux mouvements chrétiens du Nicaragua mais tout à fait familière dans la bouche des secteurs sociaux opposés au processus, tant sur le plan politique qu'au niveau ecclésial, tout cela coïncide avec les analyses politiques et religieuses que font sur l'Amérique centrale et le Nicaragua les secteurs contre-révolutionnaires et les milieux les plus conservateurs du gouvernement des Etats-Unis.

2.5- Des personnes qui ont travaillé avec lui ou qui lui étaient proches, ont demandé asile au Costa Rica. Aujourd'hui quelques-unes d'entre elles sont rentrées au pays et affirment que c'est le prêtre qui les a invitées à faire ce choix. D'autres, arrêtées, confirment d'après le gouvernement qu'elles ont été encouragées par le prêtre à se rattacher à la lutte contre-révolutionnaire. Dans certains secteurs sociaux et dans le mouvement charismatique, c'est un fait notoire qu'ils ont déclaré "la guerre à mort" contre ceux qu'ils appellent "Eglise populaire", c'est-à-dire contre les chrétiens engagés dans le processus.

2.6- Des informations rapportées par les jeunes de Managua, qui ont été ces temps derniers dans la région de Rio San Juan pour riposter aux agressions d'Eden Pastora, confirment le travail de déstabilisation réalisé dans les communautés par le prêtre au cours de ses prédications. Nous tenons à mettre ces données entre vos mains pour que vous puissiez juger plus objectivement du cas du P. Timoteo Merino et, surtout, pour que ce "fait" ne soit pas utilisé contre la vie et la dignité du peuple nicaraguayen.

Frère Rolando Ugalde Murillo  
dominicain du Nicaragua  
Justice et paix

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441